

La veille de ROSA

La **veille de ROSA** est un bulletin mensuel qui a comme but de vous faire parvenir directement et rapidement de l'information actuelle et pertinente dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Chaque numéro présente :

i) un dossier thématique permettant de mettre à disposition un référentiel commun de documents de base disponibles dans la **bibliothèque en ligne** du site de ROSA.

2) une sélection de nouveaux documents mis en ligne sur le site régulièrement alimenté par une veille sur les thématiques abordées dans le cadre du réseau.

Dans ce numéro :

→ **Les fonds documentaires de ROSA :**
Sur le thème de la **protection sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre**

→ **L'actualité de ROSA :**
Mai 2009

Vous souhaitez nous signaler une actualité ou une parution récente, ou tout simplement nous faire part de vos commentaires ? Contactez l'équipe d'animation animation@reseau-rosa.eu

Toutes vos contributions sont les bienvenues !

L'ÉDITORIAL DU MOIS

Ce mois-ci, le bulletin de veille est consacré aux rapports de l'UNICEF sur la protection sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre

La protection sociale est désormais considérée comme un élément décisif des stratégies de lutte contre la pauvreté et fait partie des efforts de réduction de la vulnérabilité face aux chocs économiques, sociaux et naturels.

Afin d'améliorer la compréhension des mécanismes de protection sociale existants en Afrique de l'Ouest et du Centre et d'en saisir les opportunités et les limites pour atteindre les plus vulnérables, l'UNICEF a lancé en 2007 une large étude dans la région. Cette étude a été menée en collaboration avec l'*Overseas Development Institute* (ODI) et avec des chercheurs locaux. Les premiers résultats ont été publiés en mai, il s'agit de cinq rapports thématiques régionaux. Cinq autres rapports pays (Congo, Guinée Equatoriale, Ghana, Sénégal et Mali) ainsi qu'une synthèse régionale seront prochainement diffusés.

Ces cinq rapports thématiques, pour l'instant seulement disponibles en anglais, offrent une revue de la littérature et des expériences pertinentes dans la région concernant les différentes dimensions de la protection sociale. Le premier et le troisième abordent la vulnérabilité des enfants en lien avec les systèmes de protection sociale et de transfert d'argent. Le second porte sur la notion d'espace fiscal pour les programmes de protection sociale. Le quatrième rapport étudie les mécanismes de financement de la santé (notamment les assurances santé) et le dernier dresse un panorama et une analyse des enjeux des principaux systèmes de protection des enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre.

ROSA est une initiative de :



**COMMISSION
EUROPÉENNE**

Bulletin de veille N° 5

EuropeAid

FR

Protection sociale en Afrique de l'Ouest et du Centre

Renforcer la protection sociale pour les enfants - UNICEF, ODI (2009)

Ce document présente un panorama des initiatives de protection sociale existant en Afrique de l'Ouest et du Centre et analyse la façon dont les problèmes de pauvreté et de vulnérabilité spécifiques aux enfants (mortalité infantile, faible scolarisation, exploitation des enfants...) sont traités. Il est rappelé que les enfants constituent près de la moitié de la population totale dans la région et sont surreprésentés parmi les populations pauvres ; d'où l'importance de les prendre en compte dans toute stratégie de réduction de la pauvreté et dans les programmes de protection sociale. Mais les programmes actuels restent mis en œuvre à petite échelle, dépendent des bailleurs de fonds et des organisations internationales, sont peu coordonnés et intègrent peu de systèmes de contrôle et d'évaluation.

En anglais : [Strengthening social protection for children](#)

L'espace fiscal pour une protection sociale renforcée - UNICEF, ODI (2009)

La mise en œuvre de programmes de protection sociale peut être remise en question pour des raisons fiscales, alors même que ces programmes sont jugés nécessaires au niveau politique et institutionnel. Ce document met l'accent sur l'importance de prendre en compte la question de « l'espace fiscal », c'est-à-dire la marge de manœuvre budgétaire d'un gouvernement pour financer de nouvelles initiatives, sans compromettre la stabilité macroéconomique du pays. Les budgets des pays de la région, à l'exception de quelques pays pétroliers, sont généralement très contraints. Dans ces conditions, un espace fiscal ne peut s'ouvrir que s'il existe au préalable un espace politique légitimant de nouvelles initiatives telles que des systèmes de protection sociale. Le document propose un cadre méthodologique pour évaluer l'espace fiscal et l'applique aux cinq études de cas : Congo, Guinée équatoriale (espace fiscal le plus important en raison des recettes pétrolières), Ghana (le plus restreint), Sénégal et Mali.

En anglais : [Fiscal space for strengthened social protection](#)

Pauvreté infantile : quel rôle pour les transferts d'argent ? - UNICEF, ODI (2009)

Le document s'intéresse à l'impact des transferts en argent sur la pauvreté des enfants, une forme d'assistance sociale encore marginale dans la région mais qui suscite un intérêt grandissant. L'impact peut être positif à plusieurs égards : permettre aux familles d'investir dans leurs enfants (éducation, santé, nutrition), réduire le travail des enfants, etc. Afin de vérifier ces hypothèses, le document simule l'impact ex-ante sur la pauvreté des enfants de deux types de transferts (universels et ciblés) dans trois pays (Congo, Mali, Sénégal). Les coûts et la faisabilité budgétaire de tels programmes sont également estimés. Les résultats montrent que les systèmes universels ont des impacts positifs plus importants, mais sont plus coûteux que les systèmes ciblés, ce qui remet en question leur faisabilité, à moins de créer l'espace fiscal nécessaire.

En anglais : [Child poverty: a role for cash transfers?](#)

Santé maternelle et infantile : le fruit de la protection sociale - UNICEF, ODI (2009)

L'accès économique aux services de santé constitue le principal obstacle à leur utilisation. La mise en place de mécanismes de financement de la santé est donc déterminante dans l'amélioration de l'accès à ces services, en particulier par les populations vulnérables. Ce document passe en revue les forces et les faiblesses des différents types de mécanismes de financement de la santé en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il montre que les services de santé payants, dans lesquels les personnes contribuent en fonction de l'utilisation des services (degré et fréquence des maladies) et non en fonction de leur capacité de paiement, sont parmi les mécanismes les plus négatifs en termes d'impact sur la santé. À l'inverse, les systèmes d'assurance santé sont largement promus, mais ils se heurtent à de fortes limites inhérentes et de mise en œuvre. En Afrique de l'Ouest et du Centre, ils ne s'adressent aujourd'hui qu'à une minorité de population (travailleurs du secteur public et formel). Ils nécessitent de fortes capacités administratives pour gérer les contributions et les remboursements des adhérents. Enfin, les services de santé doivent être de qualité pour justifier le niveau des cotisations. La mise en

place de tels systèmes au niveau communautaire tend à se développer pour davantage toucher les populations exclues des systèmes plus classiques. Il apparaît cependant qu'il n'est pas envisageable d'assurer un accès universel aux services de santé primaire sur la base des seuls systèmes d'assurance. L'augmentation des dépenses de l'Etat pour améliorer la qualité des services de santé, leur gestion et pour les subventionner, reste nécessaire.

En anglais : [Maternal and child health: the social protection dividend](#)

Encourager les synergies entre la protection des enfants et la protection sociale - UNICEF, ODI (2009)

Ce document identifie sept principaux facteurs de vulnérabilité des enfants. Il présente ensuite un panorama et une analyse des enjeux des principaux systèmes de protection des enfants existant en Afrique de l'Ouest et du Centre : cadres législatifs sur les droits des enfants ; institutions gouvernementales en charge du respect des droits ; services de prévention et activités de sensibilisation ; services sociaux de réinsertion pour les victimes de violence et d'abus ; liens avec les acteurs non gouvernementaux. Les résultats montrent la grande fragmentation des services existants, leur sous-financement et leur forte dépendance à l'égard des agences internationales et des ONGs.

En anglais : [Promoting synergies between child protection and social protection](#)

L'ACTUALITÉ DU ROSA

Nouveaux documents en ligne

Séminaire de la Commission européenne sur la sécurité alimentaire en Asie, 26-30 avril 2009, Dhaka, Bangladesh

Les actes et les présentations de ce séminaire régional de la Commission européenne sont disponibles sur le site du ROSA dans la rubrique « [Retour sur les événements passés](#) ».

Lors de ce séminaire, une journée a été consacrée à analyser la dimension « accès » de la sécurité alimentaire et la manière dont elle est prise en compte dans les stratégies et les programmes de la Commission Européenne. Deux expériences au Bangladesh ont été présentées.

Philippe Bertrand, de l'unité E6 d'EuropeAid, est intervenu afin d'aider les délégués à comprendre la logique qui sous-tend « l'accès à l'alimentation » et les « transferts sociaux ». L'objectif est d'encourager des réponses innovantes visant à combattre l'extrême pauvreté et l'insécurité alimentaire, rétablissant ainsi le pilier « accès à l'alimentation » tout en promouvant l'approche des transferts sociaux.

En anglais : [Promoting access to food and social transfers to fight extreme poverty](#)

Nicholas Freeland du *Regional Hunger and Vulnerability Programme* (RHVP) prolongea son analyse du rôle des transferts sociaux en tant qu'approche efficace pour combattre l'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté. Sa présentation analyse les impacts multidimensionnels des transferts sociaux sur la pauvreté, la faim, les marchés, l'emploi, l'équité, la santé, l'éducation, et l'égalité homme/femme en Afrique australe et orientale..

En anglais : [Social transfers: an effective approach to fight food insecurity and extreme poverty](#)

Roy Gunendu a présenté une analyse de fond sur l'approche développée par l'ONG concernant la protection sociale pour les populations « ultra-pauvres » au Bangladesh. L'objectif est d'améliorer de façon durable les conditions de vie des populations cibles considérées comme « ultra-pauvres ».

En anglais : [Challenging the frontier of poverty reduction](#)

Manjuri Alam, chargé de projets de sécurité alimentaire à la délégation de la Commission Européenne au Bangladesh, a présenté les résultats du programme REOPA, financé par la CE et qui contribue à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales et à l'intégration des femmes dans les programmes de développement.

En anglais : [Rural employment opportunities for public assets](#)

World Hunger Series : Hunger and markets - Programme Alimentaire Mondial (avril 2009)

Selon ce rapport, la lutte contre l'insécurité alimentaire passe par un bon fonctionnement des marchés des produits alimentaires. En effet, il faut non seulement produire suffisamment de nourriture pour satisfaire les besoins de consommation, mais aussi rendre cette alimentation accessible. Quand les marchés alimentaires fonctionnent de manière satisfaisante, ils contribuent à la création des emplois et à la croissance économique en

encouragent la diversification des systèmes alimentaires. Ceci peut conduire à une répartition plus équitable des revenus et du pouvoir d'achat, et ainsi contribuer à améliorer l'état nutritionnel des populations et leur sécurité alimentaire. Ce numéro de la publication « *World Hunger Series* » souligne les opportunités ainsi que les risques majeurs auxquels sont confrontés les ménages et définit les priorités stratégiques pour les programmes et les investissements permettant d'améliorer le fonctionnement des marchés agricoles.

En anglais : [Hunger and markets](#)

Food outlook : Global market analysis - FAO (juin 2009)

Ce rapport de la FAO fait état des prévisions des bonnes récoltes céréalières. Les disponibilités alimentaires mondiales apparaissent donc moins vulnérables aux chocs qu'elles ne l'étaient durant la crise alimentaire de 2008. En dépit d'un fort renchérissement ces dernières semaines, les cours internationaux de la plupart des denrées agricoles de base ont baissé en 2009 par rapport à leurs niveaux record de 2008, ce qui indique que de nombreux marchés sont en train de retrouver leur équilibre. Mais les prix alimentaires demeurent élevés dans beaucoup de pays et l'accès des populations aux denrées alimentaires est menacé par les pertes d'emplois et de revenus ainsi que par d'autres conséquences de la crise économique mondiale.

En anglais : [Food Outlook: global market analysis](#)

Étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition – Commissariat à la Sécurité Alimentaire du Mali, UNICEF, PAM (mars 2009)

Pour mieux comprendre le contexte de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au Mali, le Système d'Alerte Précoce, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (SAP/CSA) en collaboration avec l'UNICEF et le PAM, ont entrepris une étude nationale de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition (EBSAN). Les principaux résultats portent sur le nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire, leur distribution géographique et en fonction des zones de « systèmes de vie ». Les auteurs émettent des recommandations différenciées entre les zones Nord et Sud sur les mesures à mettre en place pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

En français : [Etude de base sur la sécurité alimentaire et la nutrition](#)

Evaluation d'impact participative, Guide à destination des praticiens - Tufts University (mai 2009)

Les évaluations d'impact participatives (EIP) présentent souvent un cadre normé, basé sur des indicateurs objectifs. Ce rapport vise à aider les praticiens à réaliser des évaluations d'impact participatives de projets portant sur des aspects où il n'existe pas d'indicateur internationalement reconnu, par exemple la sécurité alimentaire ou les moyens de subsistance. Un des objectifs de ce guide est de montrer comment les EIP peuvent être utilisées pour surmonter les faiblesses des démarches d'évaluation et de suivi conventionnelles des projets humanitaires. Il s'agit aussi de permettre aux praticiens d'avoir les moyens de dépasser le problème de la faiblesse ou de l'absence de données de références. Une démarche de conception de l'évaluation d'impact participative en huit étapes est explicitée.

En français : [Evaluation d'impact participative](#)

En anglais : [Participatory Impact Assessment](#)

Sur le site de ROSA

Leçons tirées des expériences de lutte contre la malnutrition

En avril, le ROSA a lancé une remontée d'informations afin de mutualiser les expériences de **prévention et de lutte contre la malnutrition**, en particulier la malnutrition chronique. Cette remontée d'expériences permettra de nourrir la réflexion en cours au sein de la Commission européenne, de préparer deux rencontres internationales qui auront lieu à Bruxelles en juin et septembre prochains et de contribuer à la constitution d'une boîte à outils qu'EuropeAid souhaite développer à terme.

Les nouveaux envois des membres du ROSA sont disponibles sur la page dédiée à cette remontée d'informations :

[Leçons tirées des expériences de lutte contre la malnutrition](#)

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe chargée de l'animation du ROSA (Réseau opérationnel de sécurité alimentaire). C'est une initiative de EuropeAid E6 (appui thématique sécurité alimentaire, développement rural et environnement) en collaboration avec EuropeAid G4 (formation et gestion des connaissances). Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.